



Direction : des exploitations,
de la politique sociale et de l'emploi
Sous-Direction : des Exploitations Agricoles
Bureau : des Structures Agricoles
Adresse : 78, rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP
Tél. 01.49.55.57.16

NOTE DE SERVICE
DEPSE/SDEA/N2001-7028
Date : 14 mai 2001

Date de mise en application : immédiate

Nombre d'annexes : 2

Le ministre de l'agriculture et de la pêche
à
Messieurs les Directeurs régionaux de
l'agriculture et de la forêt

Objet : Mesure k du plan de développement rural national ("remembrement des terres").
Dispositions relatives aux demandes de cofinancement des SAFER (parts nationale et communautaire) pour l'exercice communautaire 2001.

Résumé : A compter de l'exercice communautaire 2001, les demandes de financement présentées par les SAFER porteront à la fois sur les parts nationale et communautaire. Diverses modifications ont été apportées aux modèles de tableaux de demande devant être entérinés, au plan régional, par une décision de financement.

Ces nouveaux modèles de tableaux vous sont adressés, accompagnés d'un ensemble de sept fiches qui réactualisent et complètent les dispositions relatives à l'éligibilité des interventions des SAFER retenues au titre de cette mesure k du PDRN.

PLAN DE DIFFUSION

POUR EXECUTION

Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt
(hors Corse)

POUR INFORMATION

CNASEA
FNSAFER

Les dispositions relatives aux cofinancements du FEOGA-Garantie dont les SAFER sont bénéficiaires au titre de la mesure k du PDRN (« remembrement des terres ») avaient, pour la première campagne 2000, fait l'objet du dossier qui vous avait été adressé le 30 août dernier.

Ce dossier a été complété et révisé pour la campagne en cours, sous forme de guide pratique propre à cette mesure k, préluant à l'établissement d'un manuel de procédure définitif. Un mode opératoire établi par le CNASEA précisera les dispositions afférentes à la gestion, au paiement et au suivi des demandes de financement présentées par les SAFER pour les trois catégories d'intervention éligibles.

A partir de l'exercice communautaire en cours, les dossiers de demandes de cofinancement seront transmis à la délégation régionale du CNASEA de Clermont-Ferrand,

Parc technologique la Pardieu
12, avenue Léonard de Vinci
63063 CLERMONT-FERRAND Cédex 1,

cette délégation étant, en effet, compétente pour assurer désormais la gestion et la coordination courantes des cofinancements (parts nationale et communautaire) afférents à la mesure k du PDRN.

Pour cet exercice 2001, il sera procédé à une mise en place en deux temps de l'enveloppe des crédits du chapitre 44-80-60 destinée aux SAFER de métropole dont les interventions sont éligibles au titre du PDRN. Une première tranche sera ainsi déléguée au CNASEA dans les prochaines semaines afin de permettre la notification d'enveloppes régionales prévisionnelles aux DRAF. L'ajustement définitif interviendra lors de la notification de la seconde fraction de l'enveloppe de crédits, la révision de l'arrêté interministériel du 27 juin 1990, actuellement dans le circuit des signatures, étant entre-temps devenue effective.

Le Directeur-Adjoint des Exploitations,
de la Politique Sociale et de l'Emploi

Dominique PELISSIE

MESURE K Remembrement des terres

RECUEIL DE FICHES PRATIQUES

Fiche 1. installations

Fiche 2. aménagements parcellaires

Fiche 3. aménagements parcellaires d'intérêt environnemental

Fiche 4. liste des pièces justificatives

Fiche 5. contrôle administratif des demandes de cofinancement

Fiche 6. contrôle sur place après paiement et sanctions

Fiche 7. indicateurs de suivi

Doc. 8. demandes types de financement des parts nationale et communautaire

Annexe: mesure K du PDRN

I . Installations

Définition : toute première installation, aidée ou non, à titre principal ou en pluri-activité, réalisée avec attribution de fonds agricoles (terres et/ou bâtiments) par la SAFER, par revente, substitution ou transfert de bail. La cession est opérée, soit directement au profit d'un agriculteur exploitant ou d'un bailleur lui louant ses terres permettant ainsi cette première installation, soit dans le cadre d'une société intégrant un nouvel associé exploitant.

Fait générateur de l'aide :

1^{er} cas . Cession à un agriculteur devenant exploitant : installation effective du bénéficiaire, qui devra justifier du statut de chef d'exploitation par affiliation à la MSA en sa qualité d'exploitant (à titre principal ou secondaire). Cette installation doit être intervenue dans le délai de 12 mois suivant la signature de l'acte notarié de revente ou de substitution, ou de l'acte de location, dans les mêmes conditions. L'acte de cession doit comporter un cahier des charges par lequel le bénéficiaire s'engage à exploiter personnellement pendant une durée minimale de dix ans.

2^{ème} cas . Cession à un bailleur ou à une société : installation effective du bénéficiaire, devant justifier de son statut de chef d'exploitation par affiliation à la MSA. Installation opérée dans les mêmes délais et sous les mêmes conditions d'engagement, après signature de l'acte notarié de revente ou de substitution qui constate le lien juridique entre l'apporteur de capitaux, attributaire de la SAFER, et l'exploitant nouvellement installé.

Montant de l'aide : 62 300 F, ou 9 498 euros, par installation, dont 44 % financés par le FEOGA et 56 % par contrepartie nationale (Etat et collectivités locales).

- Une installation donne droit à un seul forfait.
- Un même bien rural ne pourra générer qu'une seule opération d'installation éligible au PDRN au bénéfice de la SAFER sur la période de 10 ans correspondant aux engagements du cahier des charges.

Conditions d'éligibilité :

La cession opérée par la SAFER doit, dans tous les cas de figure, revêtir un caractère significatif.

L'opération doit, pour cela, répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- surface cédée au moins égale à 3 ha de SAU (pondérée) ou portant sur un ou des bâtiments essentiels au fonctionnement de l'exploitation (siège avec bâtiments d'habitation et / ou bâtiments d'exploitation) cf. article L 331-2-2° du code rural.

- installation de l'agriculteur sur une superficie minimum, supérieure à $\frac{1}{2}$ SMI (SMI pondérée), ou exceptionnellement $\frac{1}{3}$ de SMI (seuils correspondants aux modalités d'affiliation au régime de protection sociale des exploitants, cf. cas particuliers des installations progressives s'inscrivant dans le cadre de CTE), et n'excédant pas, par ailleurs, deux unités de référence, ou 4 SMI si l'unité de référence n'est pas encore définie dans le département considéré.
- Si la date d'affiliation de l'exploitant à la MSA précède celle de la rétrocession du bien, le décalage admissible entre ces deux dates ne peut excéder un an. Au delà, l'opération ne pourra être éventuellement éligible que dans le cadre des "aménagements parcellaires", cf. § 2 et 3.
- Pour les installations en société, les critères de surface sont appréciés en divisant la surface (SAU pondéré) exploitée en commun par le nombre d'associés exploitants (au sens de l'article L. 411-59 du code rural). Le nouvel exploitant doit, en tout état de cause, devenir affilié à la MSA en cette qualité au vu de la surface qui lui est attribuée par la SAFER, en propriété ou en fermage, et qu'il met à disposition de la société dont il devient associé.

II. Aménagements parcellaires

Définition : Attribution par la SAFER de fonds agricoles (foncier agricole, parcelles boisées), par revente, échange en propriété ou en location, substitution ou transfert de bail, permettant de restructurer des exploitations agricoles ou des propriétés rurales, en les confortant en vue d'une mise en valeur rationnelle.

Fait générateur de l'aide : Signature de l'acte notarié, stipulant le prix principal rétrocédé, constatant ce transfert.

Montant de l'aide : Le soutien maximal est de 9 100 F, ou 1 387 euros, par opération de ce type (financé à 44 % par le FEOGA et à 56 % par l'Etat et les collectivités locales).

Ce montant étant plafonné à 70 % du prix principal rétrocédé, si le prix principal rétrocédé dépasse 13 100 F, l'aide atteint le montant maximal. Si ce prix est inférieur, l'aide totale correspondra à 70 % de la valeur du prix principal rétrocédé.

Conditions d'éligibilité :

1.- Sont éligibles les rétrocessions dont les bénéficiaires sont des propriétaires (personnes physiques ou personnes morales) ou des exploitants disposant, avant attribution SAFER, d'une superficie n'excédant pas une unité de référence (ou 2 SMI dans les départements ne disposant pas encore de cette unité).

Pour le cas où l'opération s'est effectuée au profit d'un propriétaire disposant d'une surface supérieure à ce seuil, l'opération peut cependant être retenue à la condition que la superficie cédée soit donnée à bail à un preneur choisi par la SAFER, et qui n'exploite pas, lui-même, plus d'une unité de référence (ou 2 SMI).

Si la personne morale bénéficiaire est une collectivité territoriale (par ex. commune), la cession ne peut être opérée qu'à des fins agricoles, ou agro-sylvo-pastorales, et en aucun cas à des fins d'aménagements extra-agricoles. En tout état de cause, l'exploitation des terres doit être confiée à un exploitant agricole.

2.- La parcelle ou le bien cédé ne doivent pas nécessairement être contigus à l'exploitation bénéficiaire de l'opération dans le cadre de ce type d'opérations éligibles au PDRN. Toutefois, étant initiées par la SAFER, celles-ci ne feront pas l'objet, en général, d'une autorisation d'exploiter permettant de prendre en considération le critère de distance afférent audit contrôle. Dans les situations où cette distance s'avérerait supérieure au seuil départemental retenu par le schéma départemental des structures, une justification particulière devra épauler les demandes de financement en cause.

3.- Cas où le bien cédé est constitué en tout ou partie de parcelles boisées : les aménagements à caractère sylvicole ou agro-sylvicole sont éligibles selon les mêmes critères dès lors qu'ils viennent conforter des exploitations ou des propriétés dans les conditions exposées ci-dessus. Pour le cas où ces parcelles ne figureraient pas sur les relevés MSA, les justificatifs de l'opération consisteront dans les relevés cadastraux.

4.- Conditions de valeur du bien cédé : ne sont éligibles que les opérations pour lesquelles la valeur du prix principal rétrocédé est inférieure ou égale à 140 000 F, ou 21 343 euros.

5.- justificatifs : Les attestations MSA préciseront bien la SAU avant et après cession de la SAFER. Pour des cessions par échange ou portant sur des biens non contigus, le DRAF peut, s'il l'estime utile, demander qu'un plan parcellaire soit joint au dossier ; ce plan peut, s'il comporte les indications voulues, constituer le justificatif évoqué par ailleurs, au titre du dispositif afférent aux aménagements à finalité environnementale du § 9.2.3, si l'opération y est concomitamment éligible.

III. Aménagements parcellaires dans les sites à intérêt environnemental reconnu

Définition : Attribution par la SAFER de biens ruraux ou fonds agricoles, par revente, échange en propriété ou en location, substitution ou transfert de bail, s'inscrivant dans des périmètres et zones à enjeu environnemental fort précisés en annexe (liste à caractère limitatif).

Fait générateur de l'aide : signature de l'acte notarié constatant le transfert du bien à des fins de protection de l'environnement.

Montant de l'aide : Soutien forfaitaire de 4 000 F, ou 610 euros, cofinancé à 44%/56%, par opération, pouvant s'ajouter à celui s'appliquant aux aménagements parcellaires, qui seraient eux-mêmes éligibles au titre du § 9.2.2.

Conditions d'éligibilité :

- Cession à une collectivité ou à tout bénéficiaire, tenus par les dispositions d'un cahier de charges à caractère spécifique, d'une durée minimale de 10 ans. Si la rétrocession s'opère au profit d'une collectivité, le bien cédé peut avoir une utilisation non agricole, à la différence des opérations relevant des aménagements parcellaires proprement dits.
- Les demandes de financement propres à cette mesure comporteront, opération par opération, l'indication des périmètres, sites ou zones reconnus en termes de protection de l'environnement à l'intérieur desquels s'inscrivent les biens cédés. Un plan parcellaire permettant de cerner la localisation du bien cédé dans le périmètre en cause pourra être demandé, en tant que de besoin, par le DRAF pour compléter les justificatifs d'accompagnement réclamés par ailleurs.

III. ANNEXE : Liste des zones à enjeu environnemental fort

- 1- Zones du réseau Natura 2000 : zone de protection spéciale et zone spéciale de conservation
- 2- Zone humide d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau
- 3- Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
- 4- Périmètre de protection d'un captage d'eau
- 5- Espace naturel sensible d'un département
- 6- Espaces délimités par les directives de protection et de mise en valeur des paysages
- 7- Réserve biologique forestière
- 8- Forêt de protection
- 9- Espace boisé classé
- 10- Espaces délimités par la protection des boisements linéaires, et plantations d'alignement
- 11- Espaces délimités dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles
- 12- Réserve naturelle
- 13- Réserve naturelle volontaire
- 14- Zones définies par les arrêtés préfectoraux de biotope
- 15- Les réserves de chasse et de faune sauvage
- 16- Site classé, inscrit
- 17- Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager
- 18- [Zone d'application d'une mesure agro-environnementale, dans la mesure où elle fait l'objet d'un zonage spécifique]

IV. Récapitulatif des pièces justificatives

1. Pièces accompagnant les demandes de financement de la SAFER pour les parts nationale et communautaire.

- . acte notarié de cession
- . attestation de la MSA précisant, selon le cas,
 - la SAU et la SAUP d'installation
 - la SAU et la SAUP exploitée avant transfert SAFER, pour les aménagements parcellaires
- . attestation d'affiliation à l'AMEXA de l'agriculteur installé
- . acte de cession de part ou d'augmentation de capital, ou procès-verbal de l'AGO agréant un nouvel associé (cas des installations d'agriculteurs en société)
- . extrait de la matrice cadastrale justifiant de
 - la superficie de la propriété avant transfert (cas des aménagements parcellaires si le cessionnaire est propriétaire non exploitant)
 - la superficie des parcelles boisées non enregistrées à la MSA, dans le cas des aménagements parcellaires sylvicoles

NB. Il n'existe plus désormais de pièces justificatives "de 1^{er} ou 2^{ème} niveau".

2. Pièces exigées au stade de la demande de paiement.

A fournir par la SAFER au DRAF :

- . Demandes de financement de la SAFER par catégories d'opérations éligibles, et récapitulatif

A transmettre par le DRAF au CNASEA :

- . liste détaillée des opérations SAFER éligibles et récapitulatif
- . Demande d'octroi de l'aide au remembrement des terres
- . Décision préfectorale d'octroi de l'aide

NB. Le certificat de la DRAF (ou du TPG) attestant du paiement de la part nationale n'est plus nécessaire dès lors que le CNASEA opère conjointement le paiement de la part nationale et de la part communautaire.

3. Pièces nécessaires au paiement.

- . RIB de la SAFER
- . Imprimé K bis justifiant de son immatriculation au RCS

<p>V. Contrôle administratif des demandes de cofinancement avant décision préfectorale et contrôle avant paiement</p>
--

Ce contrôle qu'il revient aux DRAF d'opérer, suppose une vérification de l'éligibilité des dossiers présentés par les SAFER au cofinancement (part nationale et part communautaire), tant au point de vue du respect des exercices communautaires que de la conformité même des dossiers au regard des critères propres aux trois catégories d'opérations.

- 1) Pour l'exercice communautaire en cours, 16 octobre 2000 – 15 octobre 2001, pourront être pris en compte :
 - Les installations et aménagements parcellaires à partir du 1^{er} septembre 2000,
 - Les aménagements de sites « à intérêt environnemental reconnu », non éligibles au titre de la première campagne 2000, qui pourront être inclus dans les demandes de cofinancement à partir de janvier 2000.

Pour les cofinancements demandés dans le cadre de la première tranche de la campagne 2000/2001, la liste des dossiers présentés sera arrêtée au 31 janvier 2001.

- 2) L'appréciation de la conformité des opérations aux critères définis pour chaque catégorie d'intervention s'effectue principalement grâce aux pièces justificatives devant être fournies par la SAFER (cf. liste de la fiche IV), et notamment les attestations des MSA.

Ces vérifications ont pour objet de s'assurer que toutes les pièces requises sont bien jointes au dossier et que les plafonds de surfaces définis pour les interventions (§ 9.2.1 et 9.2.2) ne sont pas dépassés.

Le formulaire type établi par la SAFER doit obligatoirement comporter l'indication que le bien n'a pas fait l'objet d'un précédent cofinancement, au titre de l'année 2000.

Le CNASEA vérifie les éléments de liquidation, puis effectue le paiement à la SAFER.

VI . Contrôle sur place après paiement et sanctions

Pour l'année 2001, le contrôle sur place qui sera opéré par le CNASEA portera sur 5% des dossiers des opérations de l'année. Pour réaliser ce contrôle, le CNASEA indique au DRAF les dossiers retenus, afin que celui-ci lui transmette les pièces justificatives afférentes à ces opérations. Ces pièces justificatives devront, en conséquence, être conservées tant par la SAFER que par la DRAF.

Si une anomalie se révèle après que l'opération ait été cofinancée (par exemple, plafond de superficie dépassé après transfert), le DRAF soumet au Préfet une décision motivée de déchéance partielle pour l'opération non éligible. Cette décision sera suivie d'un ordre de reversement établi par le CNASEA.

- Si ces anomalies représentent moins de 2 % du cofinancement total obtenu par la SAFER, il y a récupération pure et simple des montants afférents à ces opérations non conformes par remboursement par la SAFER de la fraction représentative des 44 % reçus du FEOGA-Garantie.
- Au delà de ce plafond de 2%, le remboursement des financements perçus pour ces opérations non conformes portera à la fois sur le cofinancement communautaire et sur les 56 % de contrepartie nationale.
- Enfin, en cas de fraudes caractérisées, les sanctions de droit commun prévues par l'Union Européenne sont automatiquement applicables, c'est à dire en sus du remboursement des cofinancements perçus pour toutes les opérations irrégulières de l'exercice, interdiction pour la SAFER en cause de présenter une demande de cofinancement pour toute l'année civile en cas de négligence grave, cette même interdiction s'appliquant également pour l'année civile suivante pour le cas de fausse déclaration délibérée (cf. art. 49-3 du règlement 1750/99).

VII. Documents de suivi

Les tableaux des indicateurs de suivi physiques et financiers du PDRN ont pour seule monnaie de référence l'euro, les montants étant exprimés en euros pour les plafonds ou données à caractère individuel et en millions d'euros pour les données agrégées. Ils doivent être complétés pour chaque année civile⁽¹⁾.

Une attention particulière sera portée sur la colonne "montant total des coûts supportés par les bénéficiaires" (ces bénéficiaires étant les SAFER elles-mêmes), qui doit permettre d'appréhender le montant global des dépenses réelles afférentes à la réalisation des opérations de la mesure K. A cette fin, à compter de la campagne 2001, une nouvelle colonne a été introduite dans les demandes de financement afin d'enregistrer, parallèlement au prix principal de rétrocession, le montant total du bien rétrocédé incluant la facture des frais et charges de la SAFER.

Pour permettre un traitement uniformisé des données par les services du CNASEA en vue de l'établissement du tableau des indicateurs de suivi, les demandes de financement part nationale/part communautaire de la SAFER devront respecter les modèles ci-joints. Le CNASEA précisera directement aux SAFER les modalités propres à assurer une sécurisation suffisante des données produites lors de leur transmission.

(1). Si les demandes de financement de la SAFER restent exprimées en francs au titre de la première tranche de la campagne 2001, les montants en cause devront obligatoirement être convertis en € pour l'agrégation des données des indicateurs de suivi.